

Florange : Montebourg en discussion «confidentielle» avec Mittal

Photo : Jérémy MANTILARO | LOR'Actu.fr

Thionville / Politique

La Rédaction

Le Ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg a proposé aux syndicats de venir sur place à Florange alors qu'ils occupaient les grands bureaux de la direction d'ArcelorMittal selon une source syndicale. L'invitation semble compromise, puisque le piquet de grève est levé.

Les syndicalistes ont [assiégé le siège parisien du groupe mondial lundi dernier](#) en obtenant une rencontre avec le PDG France. Il n'a pas garanti le redémarrage des hauts-fourneaux du site de Florange. Après ce énième dialogue de sourds, les ArcelorMittal ont pris possession des Grands Bureaux de Florange habituellement occupés par la direction locale. Ils ont [dévasté les bureaux des DHR et du directeur](#) en y cherchant des « documents confidentiels prouvant [la volonté de Mittal de lancer un plan social](#) ».

Cette semaine les métallos ont multiplié les actions coups de point pour alerter la direction de Mittal qui ne donne pas de réponses sur l'avenir de Florange. Blocage des grilles pour s'adresser au personnel administratif, introduction dans la cabine de contrôle de la ligne d'électro-zingage ELSA, vidage d'une quarantaine de wagons de charbon destinés à la cokerie...

Finalement jeudi 13 septembre coup de théâtre. L'intersyndicale CFDT-FO-CGT a décidé d'abandonner le blocage de Florange pour réfléchir à de nouvelles actions. Ils promettent comme lors de la précédente campagne présidentielle une action coup de poing par jour.

« On ne va plus rien s'interdire » (syndicaliste CFDT)



Photo : Frédéric Henry/ LOR'Actu.fr

Arnaud Montebourg chargé du « Redressement Productif » dans le gouvernement a souhaité venir à Florange. Pour le moment aucun déplacement n'est prévu. Le siège des grands bureaux étant levé. « On ne va plus rien s'interdire aujourd'hui. Visite de ministre ou pas, Mittal ne changera certainement pas ses plans. Au lieu de venir, il faut qu'il agisse » a lancé un syndicaliste CFDT.

« Nous leur avons dit (à la direction d'ArcelorMittal) que en ce qui nous concernait, nous ne souhaitons pas la fermeture. Parce que je ne peux pas, le gouvernement ne peut pas laisser partir des outils de travail comme des hauts-fourneaux. Nous en avons besoin. D'ailleurs ils tournaient plein pot quand les besoins en acier européens étaient importants. Aujourd'hui il y a une baisse de la consommation de l'acier. Quand on ferme un haut-fourneau, on ne le rouvre jamais ! Pour nous c'est une perte irrémédiable. Nous avons dit à ArcelorMittal voilà la position du gouvernement. Maintenant nous cherchons un point de négociation » a déclaré le ministre [jeudi matin sur les ondes de France Inter](#).

« Vous me permettez la confidentialité de cette discussion (avec Mittal). Je rendrai des comptes à l'intersyndicale. S'il faut aller sur place, j'irai sur place. Pour nous c'est un enjeu national ce qui se passe à Florange, c'est comme Peugeot (...) Nous avons-nous aussi des choses à dire et des exigences à formuler »

A propos de la loi promise par François Hollande durant la campagne à propos de la revente obligatoire d'un site industriel abandonné par son propriétaire, M. Montebourg a assuré sur France Inter que le projet de loi fait l'objet « d'une négociation dans le cadre de la grande conférence sociale ».
